

Montée de l'intolérance politique à l'approche des élections au Burundi

PANA, 26 septembre 2013 Bujumbura, Burundi - Une montée de l'intolérance s'observe ces derniers temps au Burundi à l'approche des élections générales de 2015 et se manifeste par des coups et blessures, l'arrachage, la gradation des insignes distinctifs, comme les drapeaux, ou encore la profanation, à l'aide d'excréments humains, de permanences de partis sur fond de rivalités politiques. Cette "guerre des drapeaux" entre la mouvance présidentielle et l'opposition est menée par jeunes interposés qui n'hésitent pas à se rentrer dedans pour défendre les couleurs de leurs partis. Parmi les facteurs qui alimentent ce manque de "fairplay" politique figure l'implantation "anarchique" des drapeaux partisans, de l'avis du ministre de l'Intérieur ayant dans ses attributions, la gestion des associations à caractère politique Edouard Nduwimana. Ces symboles partisans sont devenus, en effet, plus nombreux que les couleurs nationales et flottent anarchiquement au vent, le long des axes routiers, dans la brousse, devant les maisons d'habitation et les commerces, quand ce n'est pas sous forme d'autocollants sur des véhicules. Dans le but de mettre fin à ce "désordre" ce "faux prétexte" qui cache mal un début de campagne électorale "précocce" et préfigure des empoignes plus musclées des prochains mois, de l'avis des observateurs avisés à Bujumbura, les partis ont reçu, jeudi, deux semaines pour revenir à la raison et ne laisser flotter que les drapeaux des seules permanences nationales et leurs antennes locales officiellement reconnues. L'administration à la base a été instruite de descendre sans ménagement tout drapeau qui a été hissé en dehors des lieux autorisés. Pour leur part, les responsables des partis politiques qui se déroberont à cette mesure se verront, en plus, infliger une amende administrative dont le montant n'a toutefois pas été précisé. Du côté du Conseil national pour la défense de la démocratie/forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD), au pouvoir, dont les jeunes militants sont les plus mis en cause dans cette "guerre" des drapeaux, on indique qu'il faut éviter la globalisation et laisser la justice établir des responsabilités individuelles en cas de manquement à la loi. Pour le porte-parole du CNDD-FDD, Onésime Nduwimana, cette guerre ne vaut pas, par ailleurs, la peine car "la force d'un parti politique ne se mesure pas au nombre de drapeaux qu'il est capable de hisser sur la voie publique ou ailleurs". Le président de l'Alliance démocratique pour le changement (ADC), Léonce Ngendakumana, quant à lui, dit avoir pris bonne note de la décision ministérielle, tout en mettant au défi le camp adverse de se conformer à la loi. Un début de crispation dans les relations tendues, depuis les dernières élections controversées de 2010, avait eu lieu au mois de mars 2013 suite à l'exploitation personnelle du représentant du secrétaire général des Nations unies au Burundi, Parfait Onyanga Onanga. Le diplomate gabonais était parvenu à rassurer des leaders politiques de l'opposition en exil à rentrer pour prendre part à un premier round de dialogue national qui a été sanctionné par une feuille de route consensuelle en 42 points en vue des élections de 2015 "libres, justes, équitables, inclusives, démocratiques et apaisées". Le climat politique s'est envenimé plus récemment encore, quand le président du CNDD-FDD, Pascal Nyabenda, a fait une mise au point sur l'autre sujet polémique nationale du nombre de mandats que ne doit pas dépasser l'actuel chef de l'Etat, Nkurunziza, en voulant se représenter en 2015. Depuis, l'opposition ne cède pas et soutient que si le président Nkurunziza venait à se représenter en 2015, il s'agirait d'un «troisième mandat», en violation de la Constitution du moment qui n'en autorise que deux, pendant que le camp opposé soutient qu'il ne faut pas considérer le premier mandat de cinq ans, en 2005, qui émanait du suffrage universel indirect du parlement national.